



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

Direction des libertés publiques  
et de l'environnement  
Bureau de la réglementation et de l'environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

**Société IMERYS CERAMICS FRANCE**  
**154, rue de l'Université**  
**75007 PARIS**

**Carrière de Saint Vincent Bragny**  
**Lieu-dit « Le Chevannet »**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
**CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR**  
**CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

N° 0011-03519

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté préfectoral n° 00/3067/2-2 du 16 juin 2000 autorisant la société CERATERA à exploiter une carrière d'argile pour une durée de 20 ans sur la commune de Saint Vincent Bragny («Carrière du Chevannet»),

VU l'arrêté préfectoral n° 08-00967 du 3 mars 2008 portant changement d'exploitant au profit de la société IMERYS CERAMICS FRANCE,

VU l'avis de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 10 juin 2011,

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 15 (absence de clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent au niveau de la zone en cours d'exploitation - partie Sud, absence de pancartes signalant le danger à proximité des zones clôturées dans ce secteur) et 27 et annexe (bassin de décantation des eaux de ruissellement d'un volume minimum de 200 m<sup>3</sup>) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2000,

**Considérant** les risques en ce qui concerne la sécurité du public,

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1er :**

La société IMERYS CERAMICS FRANCE dont le siège social est situé 154 rue de l'Université 75007 PARIS, est mise en demeure, de respecter sous un délai de deux mois, les prescriptions des articles 15 (clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent au niveau de l'accès de la zone en cours d'exploitation, pancartes signalant le danger à proximité des zones clôturées) et 27 et annexe (bassin de décantation des eaux de ruissellement d'un volume minimum de 200m<sup>3</sup>) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 juin 2000 pour sa carrière située à Saint Vincent Bragny (« Le Chevannet »).

**ARTICLE 2**

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L514-1 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision,
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

**ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Charolles, M. le maire de Saint-Vincent-Bragny, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à Mâcon.

Mâcon, le 19 JUL. 2011

Le Préfet

Pour le préfet,  
Le sous-préfet, directeur de Cabinet,

Alexandre PITON